

Table-ronde sur le capitalisme cognitif

***Regards* n°89, avril 2003**

Financiarisation de l'économie, précarisation de l'emploi, flexibilisation du travail, les mutations actuelles du capitalisme conduisent certains économistes à faire l'hypothèse d'une rupture historique avec le capitalisme industriel caractérisé par l'organisation tayloriste du travail. Nous entrerions dans une troisième phase du capitalisme : le capitalisme cognitif. Cette mutation profonde de la division du travail où la connaissance jouerait désormais un rôle central, bouleverserait les rapports entre capital et travail et serait l'occasion de repenser le salariat et les droits qui lui sont associés.

TABLE RONDE réunissant : Carlo VERCELLONE et Patrick DIEUAIDE, économistes, maîtres de conférence à l'université Paris I, membres de Matisse-Isys et auteurs de *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?* (dir. C. Vercellone, La Dispute, 2003), Jean LOJKINE, sociologue, chercheur au CNRS, et Michel HUSSON, économiste.

C. VERCELLONE : *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?* s'interroge sur l'épuisement de la dynamique longue de la première révolution industrielle et la transition vers le capitalisme cognitif, dont le préalable se trouve dans la constitution d'une intellectualité diffuse. Ici, *capitalisme* renvoie à l'invariant des rapports d'exploitation, et *cognitif* définit les nouvelles sources de la valeur. Ce concept, à la différence de celui d'économie de la connaissance, insiste sur les conflits et contradictions nouvelles qui accompagnent cette mutation. Marx donne peut être une clé de lecture pour interpréter les transformations du capitalisme contemporain dans le *Grundrisse* où il anticipe un 3ème stade du capitalisme qu'il appelle *general intellect*. Par là, il désigne une nouvelle étape de la division capitaliste du travail, où le savoir se resocialise et devient la force productive immédiate. Cette nouvelle étape ouvre la possibilité d'une dissolution du mode de production capitaliste. Le débat s'ouvre à partir de cette grille de lecture centrée sur le rôle moteur des transformations de la division du travail. Une première interprétation met l'accent sur le rôle moteur du capitalisme financier, du passage à un capitalisme actionnarial, en continuité avec la logique du capitalisme industriel et de la division tayloriste du travail. Une deuxième approche, celle de capitalisme cognitif, met l'accent sur le renversement des rapports de subordination traditionnels des savoirs incorporés dans le travail vivant par rapport aux savoirs incorporés dans le capital fixe, et dans l'organisation des firmes.

M. HUSSON : Vous supposez que le travail cognitif est un modèle hégémonique, ou appelé à le devenir, un troisième capitalisme, après le capitalisme marchand et le capitalisme industriel. Mais ça ne correspond pas à la réalité de la division du travail et du fractionnement du salariat. Il y a les "manipulateurs de symboles", mais ils sont en relation avec le précaire et le salariat standard. Le capitalisme se développe sur ces trois fractions, traitant différemment le rapport salarial, divisant et répartissant internationalement ces différents segments. Il faut penser en terme de fractionnement et de restructuration. Les travailleurs cognitifs n'existent pas sans les prolétaires les plus classiques. Ainsi, le capitalisme cognitif n'est pas une nouvelle phase du capitalisme, mais la contradiction fondamentale du capitalisme aujourd'hui. Dans le *Grundrisse*, Marx ne conçoit pas cette montée du savoir comme un nouveau stade du capitalisme, mais comme ce qui prépare à son éclatement.

C. VERCELLONE : Une dimension essentielle du capitalisme cognitif est la nouvelle division internationale du travail qui résulte d'une division cognitive du travail. Mais à l'intérieur des pays développés, la division cognitive du travail est devenue prépondérante d'un point de vue qualitatif par rapport à une logique néo-tayloriste, même s'il existe une dualité entre ces deux logiques. Cette prépondérance est visible dans la mobilité du capital : les espaces en difficultés sont de type néo-tayloriste, alors que le capital se localise là où entre en jeu la division cognitive du travail.

L'intellectualité diffuse, c'est-à-dire la nouvelle qualité intellectuelle de la force de travail, liée notamment à la scolarisation de masse, traverse l'ensemble de la société indépendamment de sa reconnaissance professionnelle. On trouve souvent des caissières de niveau bac + 2 dans une situation de travail néo-tayloriste. Mais dans le capitalisme cognitif, le problème est que l'exploitation déborde de plus en plus les frontières des firmes et essaie de capter un travail qui se développe dans l'ensemble de la société, en amont des entreprises, notamment dans les systèmes de formation et de recherche, et dans les bassins de travail immatériel concentrés dans les grandes métropoles.

J. LOJKINE : Cette thèse du capitalisme cognitif a le mérite d'insister sur le fait qu'il y a une rupture historique, et que cette rupture se situe dans le capitalisme. La difficulté est ensuite de penser à la fois une mutation positive dans le travail, et en même temps une précarisation et de nouvelles formes d'exploitation. Pour moi, le centre de cette nouvelle contradiction ne se trouve pas dans le mot cognitif mais dans le mot informationnel. La notion d'information est beaucoup plus large que la connaissance. Marx développe les potentialités de la connaissance à l'intérieur d'une division du travail industrielle. L'informationnel touche au contraire aussi bien l'industriel, le service, que le domaine de la connaissance. L'information a une dimension politique : dans un système capitaliste, elle divise. Les informations opérationnelles touchent aujourd'hui les ouvriers, les opérateurs, l'expertise technique, qui n'a pas accès aux dimensions organisationnelle et stratégique de l'information.

C. VERCELLONE : Aujourd'hui, le capitalisme est traversé par une contradiction liée à l'opposition entre deux modes de régulation de l'économie de la connaissance : le premier repose sur un système de savoirs fermé, fondé sur l'appropriation privée des connaissances : c'est ce qui est en train de s'affirmer notamment aux Etats-Unis, avec le renforcement et l'extension du système de propriété intellectuelle. La deuxième alternative est un système de savoirs ouvert, fondé sur le libre accès aux savoirs.

P. DIEUAIDE : Une logique économique cherchant à tirer la connaissance du salariat privé émerge. Le capitalisme a besoin de reprendre la main sur des dynamiques productives fondées sur les connaissances et de les inscrire dans des régimes de droit de propriété, dans des régimes de subordination, qui ne sont pas dans la logique du capitalisme industriel. On assiste à une transformation des régimes de droit de propriété, dont la réappropriation de la connaissance par le brevetage. Et les changements de structure de la financiarisation, phénomène structurel de transformation des logiques productives, participent un peu de cette réappropriation de l'intellectualité. Mais cette réappropriation fonctionne comme une formidable machine à exclure. Le capitalisme cognitif trie les capacités par un contrôle des médiations : il ne privilégie plus le contrôle direct des capacités de travail sur le lieu de travail, il cherche à maîtriser les liens entre les individus, les langages et les flux de connaissances. Par ce contrôle indirect, auquel les cadres sont les premiers soumis, on essaie de pousser à la créativité là où dans le capitalisme industriel on enferme. Autrefois, la logique productive présupposait certaines qualifications, était rivée à la machine, à son

emplacement, sa temporalité, Aujourd'hui le capitalisme cognitif exalte la mobilité, la circulation des connaissances, et se positionne à la sortie du processus, à la sortie des mécanismes de production des savoirs qu'il tente de s'approprier en brevettant.

J. LOJKINE : Il y a effectivement rupture, nouvelle phase du capitalisme, mais elle porte des potentialités contradictoires. Selon le type de rapports de force derrière la lutte des classes, ces informations seront appropriées dans le cadre de divisions sociales, de précarisations, de formes de manipulation et de domination, ou au contraire permettront le partage des informations comme élément de coopération. Ces éléments pointent un bouleversement complet des identités de classe. La révolution industrielle est fondée sur l'opposition fondamentale ouvrier / cadre. Aujourd'hui, le traitement des informations se diffuse, mais de manière complexe, divisée. Par exemple, Des chercheurs comme Pialoux montrent les transformations du travail des nouveaux OS équipementiers : les agences de recrutement font appel à leurs qualités intellectuelles, utilisées dans le sens d'une domination capitaliste pour les intégrer. La lutte des classes ne se fait plus sur la base du taylorisme

C. VERCELLONE : on assiste à un déplacement de l'antagonisme traditionnel entre capital et travail. Cette nouvelle prépondérance des savoirs incorporés dans le travail expliquent pourquoi le capitalisme a choisi aujourd'hui la voie de la précarisation et de la flexibilisation défensives du rapport salarial.

P. DIEUAIDE : Le salariat est aujourd'hui inadéquat au contenu et aux modalités de travail. Il implique une avance de travail rémunérée, qui, du cadre à l'OS, ne peut plus aujourd'hui s'objectiver dans un produit. C'est la crise de la loi de la valeur : on ne peut plus séparer le travail du travailleur. Une normalisation du travail qui le rend mesurable et le définit comme substance de la valeur devient impossible. La nouvelle économie, les stocks options, l'intéressement, sont des tentatives de définir une monétarisation forcée de la valeur du travail, source de la valeur. Un ensemble de fronts déborde le cadre du marché et de la firme : sécuriser les mobilités, garantir les parcours professionnels, protéger la personne de la subordination en dehors du travail, éviter une marchandisation des relations de service. Face à ces enjeux politiques, le mouvement social ou les logiques syndicales ne doivent pas s'en tenir à des revendications intérieures à la firme, mais s'en aller bien au-delà des frontières de la firme et du marché pour garantir des protections.

M. HUSSON : Il y a actuellement une lutte pour réintégrer dans le domaine de la marchandise ce qui potentiellement en sort. Le brevetage, la réaffirmation de la propriété intellectuelle, la privatisation... créent un nouveau champ pour la marchandisation. Donc dire que la loi de la valeur a disparu au profit d'une autre manière de créer de la richesse ne tient pas compte d'une réalité qu'on a sous les yeux, qui tente de faire rentrer la production de richesses actuelles dans le cadre étriqué de la loi de la valeur, de la production marchande. Allez expliquer aux ouvriers qu'on vire dans les usines qu'ils ne sont pas victimes de la recherche du profit maximum, de la loi de la valeur ; allez expliquer autrement la chute boursière comme un rappel à l'ordre que la valeur ne se crée pas en faisant des échanges sur internet ou en regardant son capital monter en bourse, mais qu'il faut du travail qui la produit.

C. VERCELLONE : Nous ne disons pas que la loi de la valeur disparu. La tension la plus importante se situe entre la crise de la loi de la valeur et la tentative du capital de l'imposer de manière forcée : par la création des systèmes de brevets par exemple, et en faisant peser sur le

travail l'effet du chômage et de la précarisation. Il s'agit d'une crise de la loi de la valeur fondée sur le temps de travail comme mesure de la richesse. Dans le capitalisme cognitif, le travail demeure la principale source de richesse, même sous la forme du savoir, mais il ne peut plus être mesuré par le travail direct consacré à la production. Le revenu social garanti (RSG) permet d'envisager le dépassement du rapport salarial en reconnaissant que l'exploitation se déroule aujourd'hui sur l'ensemble des temps sociaux. Un RSG permet alors le déploiement d'activités non marchandes. Il permet aussi d'atténuer la contrainte monétaire au rapport salarial, et agit du dehors, en renforçant le système des droits, ce qui permettra ensuite de changer le rapport à l'intérieur du système capitaliste.

M. HUSSON : Mais comment financer un revenu de l'ordre de 4000 F à tous les citoyens ? Cela représente environ 2000 milliards de francs. Je conteste votre idée selon laquelle les $\frac{3}{4}$ vont être financés par des transferts déjà existants, 1500 milliards, le budget de la Sécu. C'est réactionnaire : on remonétarise ce que le progrès social avait permis de socialiser. Au lieu d'avoir un revenu socialisé, une santé en partie gratuite, on va distribuer un revenu aux gens. Mais ça signifie qu'on reprivatise et qu'on remonétarise la santé. Je suis pour la gratuité et le temps libre, et pas pour remplacer des transferts qui sont non monétaires et non marchands par un revenu monétaire.

C. VERCOLLONE : Ce n'est pas un problème de financement, mais un problème de volonté politique. Les ressources existent. Par exemple, selon René Passet, une grande partie du financement du RSG pourrait être couverte par la suppression de transferts qui font double emploi avec le RSG : il ne s'agit pas de supprimer le système de protection sociale. Il faut aussi prendre en compte d'autres sources de financement, qui pourraient provenir d'un autre système de mesure de la richesse ainsi que d'une resocialisation de la propriété du capital. Le RSG ne doit pas être considéré comme un simple revenu monétaire mais comme des droits d'accès à un ensemble de valeurs d'usage et de services. C'est la différence très nette avec la proposition néo-libérale d'un revenu minimum de subsistance.

J. LOJKINE : Un point positif est l'aspiration légitime à dépasser l'aliénation capitaliste du travail, en remettant en cause la division entre temps de travail et temps dit de repos. Dans le domaine de la formation, de la créativité artistique, il y a d'énormes possibilités de développer des activités, mais encore faut-il les rémunérer. Mais ma critique principale à l'égard d'un RSG est qu'on ne voit pas bien son articulation avec le travail. Il faut utiliser les contradictions à l'intérieur même du travail pour trouver ces financements, en s'attaquant au cœur des entreprises, du capitalisme financier et des masses actuellement tournées vers la spéculation. Michel Husson me dira peut-être que c'est le communisme : certainement mais que le communisme est un mouvement de transformation avec des étapes et des lieux à ne pas manquer, à savoir l'entreprise qui est le lieu de contradiction principale entre le capitalisme et les forces sociales cherchant à le dépasser.

P. DIEUAIDE : La question est de savoir s'il y a un espace anticapitaliste politiquement repérable. Le capitalisme cognitif pose des bornes face auxquelles il faut une mobilisation. Il existe des réappropriations locales, des expériences de développement, par exemple ce fameux modèle du logiciel libre. Des formes de mobilité et de production sociale toujours en échappatoire, dans l'au-delà des formes classiques institutionnelles, doivent se reconstruire au sein ou en dehors d'espaces sous contrôle.

J. LOJKINE : Il me semble discutable d'essayer de trouver des îlots, des interstices pour sortir de la contradiction : il faut l'affronter. Les expérimentations crédibilisent des propositions, et donnent le courage d'affronter des contradictions plus vastes, mais reste le problème des coordinations par rapport à la cohérence globale de la régulation capitaliste. Dans les mouvements anti-mondialisation, on sent la tension entre le caractère absolument indispensable des expérimentations et la nécessité d'articuler ces expérimentations avec des coordinations plus globales qui permettent au niveau et au-delà des Etats d'avoir des propositions visant à dépasser la régulation capitaliste elle-même. Il faut s'attaquer aux citadelles, aux lieux les plus institutionnalisés. La difficulté est de trouver un mode de régulation non étatique qui permette d'avoir des cohérences globales.

C. VERCELLONE : Le capital est aujourd'hui contraint de chercher d'autres formes de captation du surplus : c'est le sens de l'essor de la financiarisation et du système de propriété intellectuelle qui n'est qu'une autre forme de rente. Ce système de captation du surplus est la phase parasitaire de la possibilité d'une coopération libre sur la resocialisation de la production et sur la resocialisation des moyens de production. Mais on vient peut être d'assister à la première grande crise du capitalisme cognitif, avec l'écroulement du système financiarisé de la nouvelle économie. Comment peut-on procéder à la libération de la coopération productive et à la resocialisation de la production et des moyens de production. Gorz disait : « misère du présent et richesse du possible » : quelles sont les voies dans lesquelles on peut organiser cette richesse du possible ? Jamais comme aujourd'hui du point de vue théorique l'actualité du communisme n'a été aussi présente, et jamais comme aujourd'hui il apparaît aussi difficile à réaliser.